

NON AU BAC BLANQUER, BOYCOTT DES E3C

On vous l'avait bien dit

Les réformes des lycées généraux, technologiques et professionnels ont été mises en place en classe de seconde et première à la rentrée 2019. Les luttes contre ces réformes ont été fortes l'année dernière avec des mobilisations au cours de l'année (grève, nuits de la résistance, informations aux parents, grève de surveillances des examens, rétentions de copies ...). Nous ne sommes pas dupes, ces réformes Blanquer ont pour objectif réel les suppressions de postes effectives des personnel·les enseignant·es. Les lois Blanquer sont passées mais la lutte doit continuer ! Nous rappelons que ces réformes sont nocives pour les élèves et les professeur·es et qu'elles accentuent les inégalités socio-économiques et socio-spatiales. Ce n'est pas l'école émancipatrice que nous défendons !

Le ministre « est prêt » mais il est bien le seul...

La mise en place de la réforme s'est faite à la va-vite, les informations officielles arrivent au compte goutte, par exemple pour les E3C (épreuves communes de contrôle continu) dont la première session aura lieu fin janvier. Les circulaires officielles qui précisent le déroulement des épreuves, leurs contenus, l'articulation de la progression n'ont été que diffusées que très tardivement et l'organisation à l'intérieur des lycées n'est

pas encore fixée...

La date du 2 décembre initialement annoncée pour l'ouverture de la banque nationale de sujets a été finalement respectée mais elle est encore incomplète et pleine de bogues informatiques. Pendant ce temps-là le ministre Blanquer réaffirme sa vieille rengaine qu'il utilise largement notamment pour la grève du bac de l'an dernier : « Elles sont maintenues, nous sommes prêts » (France Info).



Peu importe l'avis des enseignant·es et des syndicats, le ministre s'occupe avant tout de la « comm » !

Une réforme accélérée sur deux années simultanées (secondes et premières), tout cela dans le but politique, électoraliste d'avoir son « baccalauréat égalité, réussite » en 2021... L'imposition de cette réforme en bloc lui offre la possibilité de ne pas être confronté années après années aux dysfonctionnements et à la contestation.

En submergeant enseignant·es et lycéen·nes de nouveautés et de travail, Blanquer cherche à noyer les contestations ou les réduire au silence !

La surcharge de travail d'enseignement induite se double de celle causée par une inorganisation matérielle inédite que les directions, les inspections, les rectorats et le ministère font porter à la communauté éducative.

L'école de la conf..... euh ? souffrance !

Ce manque de visibilité sur les attendus accroît la souffrance des élèves liée à la pression inhérente à la sacralisation permanente de la note que cette réforme renforce en contradiction totale avec les recherches en science de l'éducation dont prétend s'inspirer Blanquer. Face aux questionnements des élèves et des familles, nous n'avons comme réponse que des bribes d'informations, des suppositions et nos propres inquiétudes.

Pour pallier à ces gros dysfonctionnements, les professeur·es, soucieux·ses du bien être des élèves, cherchent à préparer du mieux qu'ils·elles peuvent une réforme qu'ils·elles ont toujours dénoncé·es.

À cette souffrance partagée s'ajoute la surcharge de travail liée aux manquements de l'institution. Encore une fois, la vieille ritournelle des supposé·es profs privilégié·es, véhiculée par la gouvernement et ses chiens de garde médiatiques, sert à justifier l'imposition d'un travail supplémentaire, gratuit ! Aucune forme de reconnaissance n'est prévue, les collègues souffrent en silence pour faire tourner la machine tant bien que mal.

Suppressions de postes

Ces souffrances étaient prévisibles étant donné les objectifs réels du gouvernement appliqués par Blanquer : faire toujours plus avec toujours moins et détruire l'école publique.

L'application de la réforme en classe de terminale va encore nécessairement entraîner des suppressions de postes l'année prochaine en lycée. Le ministère a tout fait pour que la grogne soit moins grande l'année dernière en ciblant les postes de personnes partant à la retraite, de stagiaires, de contractuel·les, de remplaçant·es ...

À la rentrée prochaine, les suppressions

de postes seront effectives aussi chez les professeur·es titulaires. L'application de la réforme en terminale aggravera les vides créés par les suppressions de postes.

Construisons ensemble une école émancipatrice

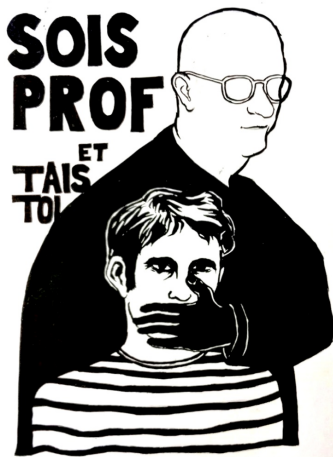
Les nouveaux crûs des programmes des réformes Blanquer sont orientés idéologiquement et ne laissent pas place à la réflexion nécessaire aux élèves. Par exemple en mathématiques, le programme est très technique, on demande aux élèves des savoir-faire dénués de contexte, l'élève ou plutôt le bon futur petit soldat du gouvernement et des patrons ne doit surtout pas essayer de comprendre et de s'appropriier les savoirs mais plutôt être un bon exécutant de tâches. La réflexion critique sur l'enseignement est réduite à peau de chagrin...

À la CNT, nous ne sommes pas contre une réforme des lycées mais nous ne voulons pas de la leur. Il faudrait construire ensemble, sereinement une autre école, notre école. Tous les acteurs du monde éducatif devraient se réunir collectivement pour construire un projet de réforme des lycées qui soient plus juste socialement, émancipateur et qui mette le bien être des élèves au centre.

Élèves, parents : souffrance et stress

Les parents d'élèves de cette génération d'élèves sacrifiés sont morts d'inquiétude devant le déroulement de ce nouveau baccalauréat. Les E3C de janvier-février sont organisées à la va-vite dans les établissements. Les informations arrivent beaucoup trop tardivement :

- ouverture de la banque nationale de sujet tardive et avec des bogues informatiques ;
- dans certains lycées, à la rentrée de janvier, il n'y a toujours pas de date officielle ;
- mise en place d'une correction dématérialisée et du coup le problème d'accès à du matériel informatique au lycée (4 postes pour 107 professeurs



dans un lycée de Grenoble) ;

- temps de correction monstrueux sans décharge ni rémunération...

Les enseignant-es ne peuvent donc même pas rassurer les élèves en défendant des réformes injustes et néfastes.

Et toi t'as reçu tes manuels ?

Dans une majorité de lycées, les manuels scolaires sont arrivés très tardivement (2 mois après la rentrée). De plus en région Auvergne-Rhône Alpes, les manuels sont gérés par la région, les librairies de proximité sont donc court-circuitées et la région négocie directement avec les éditeurs...

Les livres ont été édités à la dernière minute, il y a donc beaucoup d'erreurs dans ces manuels. La manne financière pour les éditeurs est énorme, les commerciaux viennent en salle des professeurs pour nous faire acheter des manuels baclés, des livres numériques qui ne fonctionnent pas...

Artistes et sportif-ves de haut niveau, Blanquer n'avait rien prévu...

Les artistes et sportif-ves de haut niveau peuvent faire un cursus en 3 ans pour la 1ère et la terminale. La réforme du lycée ne s'applique qu'en seconde et en première. Or ces classes spécifiques font que le programme de terminale est commencé cette année... Le seul document pour les terminales est le programme officiel du Bulletin Officiel. Les manuels ne sont pas sortis, aucun décryptage des programmes bref les enseignant-es naviguent à vue en pleine tempête...

Du lycée d'enseignement général au lieu de discrimination sociale

Nous ne sommes pas naïf-ves, le lycée n'était pas une espace d'égalité et d'émancipation. Mais la nouvelle formule, sous des arguments fallacieux de choix des élèves et d'une mise à niveau de toutes les formations, a renforcé les discriminations entre élèves.

Les offres de choix des enseignements de

spécialités (12 au maximum) dans les lycées de centre ville, de banlieues et de campagne ne sont pas les mêmes. Les bahuts de campagne et de banlieues voient parfois cette offre réduite à 4 ou 5 enseignements de spécialité alors que les établissements plus réputés ont quasi tous une offre proche du maximum, avec entre 10 et 12 enseignements de spécialités. En zone rurale, la mise en réseau des lycées est difficilement applicable au vu des distances entre les établissements pour aller suivre un enseignement de spécialité qui n'est pas dans le lycée de secteur. Cette offre différente selon les bahuts entraîne des compétitions malsaines entre les établissements. En effet le lycée qui récupère le plus grand nombre d'enseignements de spécialités, attire le plus d'élèves et diminue ainsi le nombre de suppressions de postes et de classes.

Les lycées privés, eux, décident du nombre d'enseignements de spécialités et cette offre n'est pas dictée par le rectorat, contrairement aux lycées publics.

La mise en place du contrôle accentue la pression sur les élèves et donc leurs parents. Le bac n'aura pas la même valeur selon les établissements et selon les choix des élèves. Des pressions ont été faites sur des élèves pour qu'ils modifient leur choix de spécialité afin de faciliter le travail sur les emplois du temps. Cette réforme accentue donc le déterminisme social.

Enfin, le must du must : Parcoursup, parfait petit outil de sélection sociale. On sait déjà que les établissements du supérieur attribuent des coefficients suivant la provenance des élèves ou les enseignements de langues suivis. Mais surtout, il n'y a aucune transparence malgré les déclarations des universités et des écoles.

Cette réforme est complexe à décrire, mais il est sûr qu'elle est nocive pour le bien des élèves et pour notre vision de l'éducation. Elle accentue clairement les inégalités entre les territoires et les catégories sociales. La logique est claire,



il faut réduire les coûts, privilégier certains territoires et populations, l'école reste le reflet de la société ; le bonheur et l'équilibre intellectuel des élèves n'est ni la priorité, ni la norme.

Répressions lycéennes

Les élèves des lycées ont voulu rejoindre le mouvement social contre les retraites à points mais aussi contre les réformes Blanquer, le Service national universel, parcoursup... L'utilisation de la police contre l'autodéfense populaire n'est pas nouvelle, elle est simplement la continuité des violences d'état perpétrées lors du mouvement lycéen de l'année dernière où les jeunes en lutte sont tombés sous des pluies de balles de LBD, de lacrymogènes et d'interpellations musclées.

Les lycéen·nes viennent maintenant manifester avec la peur au ventre et beaucoup d'entre eux ont peur et ne veulent même plus aller en manifestations. Cette répression traduit une volonté délibérée du gouvernement pour réprimer la jeunesse et tout mouvement social qui viendrait contrarier ses projets de démantèlement des services publics, les retraites, les avancées sociales qui finissent par tuer l'avenir de la jeunesse. Nous ne laisserons pas les jeunes se faire massacrer par les forces de l'ordre soutenues par les administrations des lycées. La hiérarchie des lycées cherche à faire sanctionner pénalement et disciplinairement les élèves tout en faisant

des discours aux professeurs sur la « bienveillance » en éducation.

Lors du mouvement lycée de l'an dernier, la direction de certains lycées ont collaborés avec la police pour réprimer les jeunes lycéen·nes en les appelant et en incitant l'usage de la force.

Cette autoritarisme et cette volonté de réprimer le mouvement social et les jeunes des lycées est pour nous condamnable et à l'encontre de toutes les règles déontologiques. L'école doit protéger ces jeunes, les instruire, les émanciper, les faire devenir des citoyens éclairés et révoltés contre les inégalités sociales et non les réprimer avec force et mépris.

Grève étendue, boycott des E3C¹⁾

La première session des E3C du nouveau Bac Blanquer doit se ternir en 1ère générale et technologique entre le 15 janvier et le mois de février, suivant les « choix » des lycées.

Ce document est écrit en plein mouvement historique sur les retraites, ce mouvement massif, général et interprofessionnel ne faiblit pas bien au contraire. Dans l'éducation nationale en plus de la lutte contre la réforme des retraites à points, il faut étendre le mouvement à la lutte contre les lois Blanquer. Au niveau national, la lutte s'organise pour le boycott pur et simple des E3C avec pour objectif le retrait des réformes Blanquer des lycées généraux, technologiques et professionnels.

¹⁾ épreuves communes de contrôle continu

Contre le Bac Blanquer et les E3C, la CNT-FTE appelle donc :

- ★ au refus de choisir les sujets ;
- ★ à la grève des surveillances et corrections ;
- ★ à des piquets ou blocages tournants (éventuellement interprofessionnels)
- ★ manifester notre soutien aux lycéen·ne·s en lutte lors des blocages et à empêcher les interventions violentes de la police contre les jeunes.

La lutte c'est classe, lutter c'est vivre, vive la lutte !



CNT-FTE - « Réformes Blanquer, on vous l'avait bien dit ... » - Janvier 2020